




RENDU EXECUTOIRE LE
- 2 FEV. 2024

DÉPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 19/01/2024
Reçu en préfecture le 19/01/2024
Publié le 
ID : 086-228600011-20240119-24_A_SE_0076-AR

DGAS
Service des Etablissements
39 rue de Beaulieu
86034 POITIERS CEDEX

ARRETE N° 2024-A-DGAS-DA-SE-0076

du 19 JAN. 2024

fixant à compter de 2024 le tarif hébergement
pour les bénéficiaires de l'aide sociale
à la Résidence Autonomie « Saint André
Hubert » de La Roche Posay
gérée par l'Association « Les Ages »

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;

VU l'arrêté du Président du Conseil Départemental de la Vienne du 27 août 2021
portant habilitation partielle de la Résidence Autonomie « Saint André Hubert » de La Roche
Posay à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

VU la convention n° 2021-C-DGAS-DHV-SE-0025 du 06 octobre 2021 relative
à l'habilitation partielle de la Résidence Autonomie « Saint André Hubert » de La Roche Posay
à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative au
taux directeur pour les établissements et services médico-sociaux des secteurs de l'autonomie et
de l'enfance-famille ;

VU la délibération du Conseil Départemental du 21 décembre 2023 relative à
l'ouverture des crédits au 1er janvier 2024 avant le vote du Budget Primitif 2024 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le tarif journalier relatif à l'hébergement des personnes âgées,
remboursable à la Résidence Autonomie « Saint André Hubert » de La Roche Posay pour les
bénéficiaires de l'aide sociale départementale est fixé, à compter de 2024, à 51,77 €.

ARTICLE 2 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé
auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa
notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le
site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal
Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel
de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois
à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à
l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par
l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

Envoyé en préfecture le 19/01/2024

Reçu en préfecture le 19/01/2024

Publié le

ID : 086-228600011-20240119-24_A_SE_0076-AR

S'LO

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 3 : Le Directeur Général des Services Départementaux est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département de la Vienne lavienne86.fr.

Fait à POITIERS, le **19 JAN. 2024**

Le Président du Conseil Départemental



Alain PICHON